

Natura 2000 en Camargue



Parc
naturel
régional
de Camargue

une opportunité à saisir

Une circulaire du Ministre de l'écologie et du développement durable de novembre 2004, propose de procéder à une dernière désignation des sites susceptibles d'être retenus dans le réseau européen Natura 2000.

Le delta de la Camargue, zone humide d'intérêt international, constitue un des espaces naturels majeurs que l'État souhaite proposer.



Pour donner un premier éclairage sur les étapes de la procédure à suivre, il s'avère utile de fournir une information synthétique et objective sur le déroulement du processus entre l'acte de candidature proposant le site au Réseau Natura 2000, et la mise en œuvre du document de gestion (DOCOB) constitutif du projet de territoire. D'ailleurs, cette demande d'information a été largement formulée par les participants à la vie du Parc (habitants, éleveurs, riziculteurs, usagers...) intervenant dans des différentes commissions de travail.

Les élus du Comité syndical du Parc ont exprimé et relayé cette attente en proposant la réalisation d'une lettre d'information à destination de tous les habitants du territoire.

Cette première lettre présente sous la forme de schémas, les motivations qui ont conduit l'Europe à proposer la démarche Natura 2000 à ses États membres, les étapes à suivre dans la désignation d'un site et les modalités de réalisation du document de gestion du site ainsi que sa mise en œuvre.

L'inscription d'un territoire au titre de Natura 2000 n'a pas pour objet de soustraire les activités humaines à ce territoire. Bien au contraire, il s'agit de montrer que l'action humaine a permis de maintenir des sites de grande valeur biologique ; la Camargue est un exemple de choix dans ce domaine.

Un constat alarmant à l'origine de la procédure

60% des zones humides ont disparu en 5 ans
38% des espèces d'oiseaux sont considérées comme menacées
64% des espèces végétales endémiques ont disparu depuis 1980

La biodiversité est mise à mal

Il devient urgent et nécessaire pour les autorités d'agir avec comme objectifs :

- 1- Sauvegarder le patrimoine naturel et paysager
- 2- Maintenir un réservoir pharmacologique et génétique correct
- 3- Transmettre ce patrimoine en bon état aux générations futures

Biodiversité ?

=
Diversité des milieux
(lieux de vie)
+
Diversité des espèces
(êtres vivants)
+
Nombreux individus
par espèces

Ce constat entraîne une prise en compte globale du problème de perte de la biodiversité et va générer la mise en place de textes et de traités fondateurs



Et l'Homme ?

Partie intégrante de la biodiversité, l'homme et ses activités participent à la richesse des milieux. Natura 2000 n'a donc pas vocation à créer des sanctuaires de nature d'où l'homme serait exclu.

La France ?

Aux carrefours de quatre grands domaines biogéographiques (alpin, atlantique, continental et méditerranéen), la France possède une grande richesse de milieux et d'espèces dont la préservation est majeure à l'échelle européenne.



Comment un site intègre-t-il le réseau Natura 2000 ?

Pour intégrer le réseau Natura 2000, un territoire doit présenter une grande richesse de milieux naturels. Les annexes des directives européennes fixent un certain nombre d'espèces et de milieux (habitats) qui peuvent permettre la désignation au réseau Natura 2000.

La procédure de désignation est différente selon qu'un territoire est identifié au titre de la directive "Oiseaux" ou au titre de la directive "Habitats". Par sa spécificité, la Camargue est principalement concerné par la directive "Oiseaux".

Désignation d'un site au titre de la directive "Oiseaux"



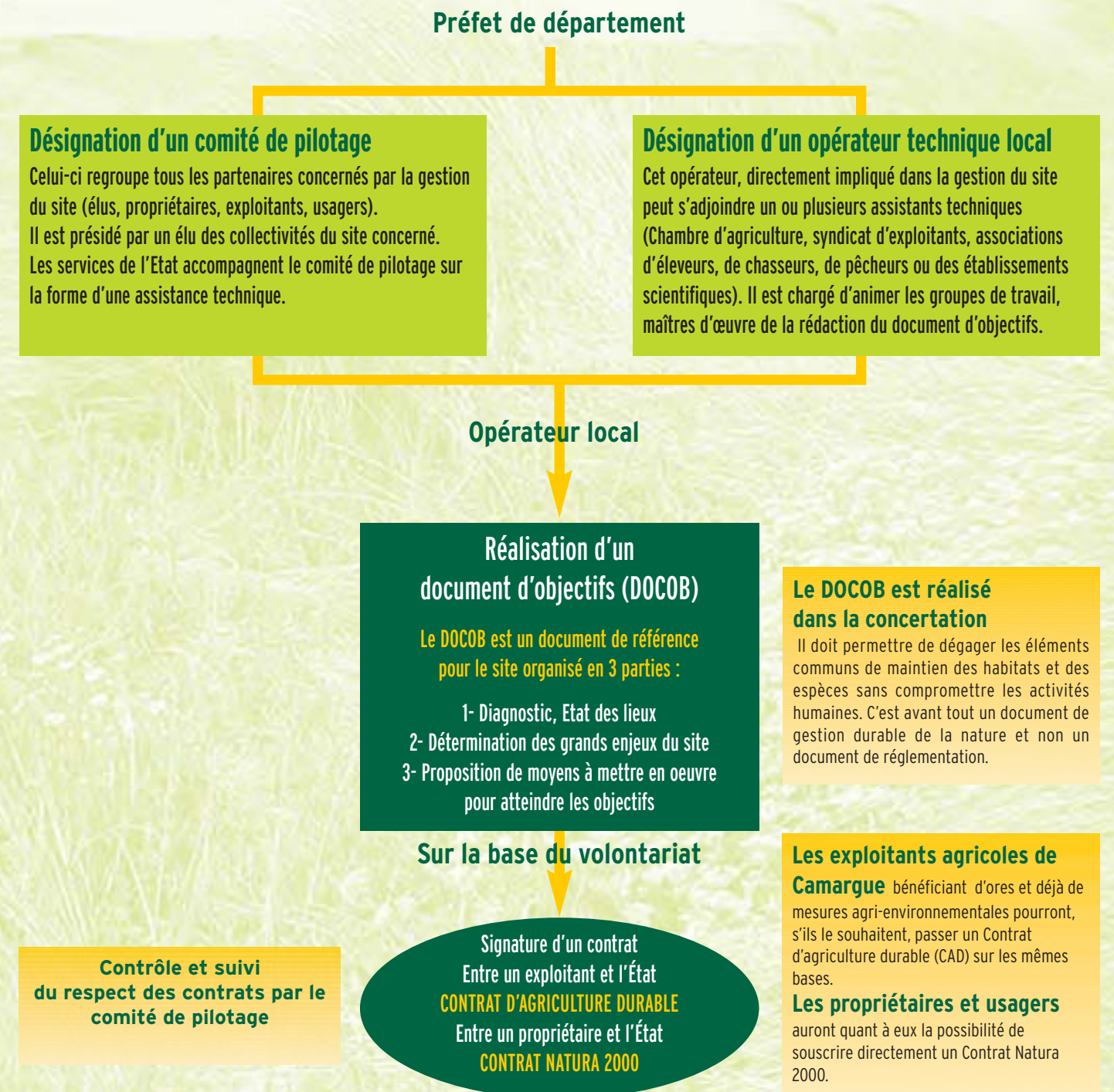
Désignation d'un site au titre de la directive "Habitats"



Comment passe-t-on de la désignation d'un site à la mise en place des contrats ?

La mise en œuvre de Natura 2000 est assurée par le préfet de département. Une fois les sites validés par arrêté ministériel, la deuxième grande étape de la procédure Natura 2000 débute. Elle a pour but de fixer les grands objectifs de gestion pour chaque site en faisant la plus large place à la concerta-

tion locale. Une fois ces objectifs définis et traduits au sein d'un document d'objectifs (DOCOB), l'État peut alors proposer des contrats pluri-annuels de gestion avec les exploitants et/ou les propriétaires volontaires.



Réseau Natura 2000 = ZPS (directive "Oiseaux") + ZSC (directive "Habitats")

Les incidences de Natura 2000

1- Les incidences financières

Le contrat Natura 2000 prévoit dans son cahier des charges un certain nombre de mesures à respecter pour le signataire. Ces mesures qui auront été déterminées par le DOCOB peuvent être liées à la gestion de l'eau, la fauche, l'entretien des réseaux etc. Elles ont pour but la conservation des habitats et des espèces pour lesquelles le site aura été désigné, tout en veillant à maintenir les activités en place.

Si ces mesures génèrent une moins-value dans l'activité du signataire, celui-ci bénéficiera d'aides financières de compensation. Ces aides financières peuvent être aussi attribuées lors d'un investissement particulier sur l'exploitation (ouvrages hydrauliques, acquisition de matériel etc.).

Le taux de subvention peut dans certaines conditions être porté à 100% et s'étale sur une durée minimale de 5 ans, reconductible.

2- Les incidences en terme de travaux

En site Natura 2000, les textes prévoient que seuls les aménagements lourds et de grande envergure, nécessitant une étude d'impact (fermes éoliennes, enfouissements de ligne, aménagement routier), seront soumis à une étude d'incidences complémentaire.

Cette analyse des incidences prend en compte les conséquences notables, temporaires et permanentes que le projet peut avoir sur le patrimoine du site.



D'où vient l'argent qui finance les contrats Natura 2000 ?

- 1. De fonds nationaux**
 - Des Fonds de Gestion des Milieux naturels
 - Fonds national pour le Financement de l'Agriculture
- 2. De fonds Européens**
 - Les instruments financiers pour l'environnement (LIFE)
 - Fond européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA)
- 3. De fonds "décentralisés"**
 - Contrat de plan État-Région
 - Collectivités territoriales



Il existe alors trois possibilités de réponse :

- 1 - l'aménagement est accepté tel quel sans prescription particulière**, car il n'y a pas de dommages prévisibles.
- 2 - l'aménagement est accepté moyennant des mesures compensatoires** que le porteur du projet devra respecter pour supprimer les dommages prévisibles.
- 3 - l'aménagement est refusé en totalité** car les dommages temporaires ou permanents sont trop importants pour le site.

Où en est-on en Camargue ?

Depuis les années 1990, la question de Natura 2000 a été régulièrement soulevée en Camargue. S'il est vrai qu'il y a maintenant 10 ans, la procédure n'était pas retranscrite dans le droit français et pouvait susciter de fortes interrogations de la part des acteurs et des usagers du territoire, il en est autrement aujourd'hui. Toutefois, elle doit être expliquée et se dérouler conformément au schéma réglementaire inscrit dans les textes de loi, les décrets d'application et les circulaires de mise en œuvre.

Aussi, il faut respecter trois étapes essentielles :

- **une étape de proposition à l'inscription** du territoire concerné au titre du Réseau Natura 2000,
- **une étape d'élaboration et de rédaction du document d'objectif (DOCOB)** du site proposé,
- **une étape de contractualisation, de suivi et d'animation** pour la mise en œuvre du DOCOB.

Aujourd'hui, le territoire de Camargue se situe à l'étape de la proposition à l'inscription (acte de candidature). Pour cela, deux phases doivent être réalisées d'ici septembre 2005 :

- **une phase dite de concertation** qui a pour objectif de présenter la démarche, et les attendus auprès des différents acteurs du territoire. Cette phase de concertation est en cours, elle a déjà fait l'objet de réunions d'information par secteur d'activité, animées sous l'égide des services de l'État avec l'appui du Parc naturel régional de Camargue.
- **Une phase dite de consultation** qui vise à faire délibérer les collectivités et les établissements publics sur un périmètre résultant de la concertation et défini au regard de la valeur des habitats et des espèces présentes. Le retour de la consultation est ensuite transmis au Ministère qui soumettra le périmètre du site à la Commission européenne en charge de valider les propositions des états membres.

Contact : Gael Hemery, Régis Vianet, tél. 04 90 97 10 40